Mardi 29 mai 1979 – No 1 100

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Le racisme a tué : 2 morts à Orange

2 morts à Orange, rafles policières à Marseille... Mobilisons-nous contre le projet de loi Bonnet-Stoleru et contre le racisme

Voir page 3

Une mobilisation antiraciste. A Toulouse, après qu'Ali Abdoul ait été torturé par trois racistes.

Elections européennes : notre campagne

Par Jean Quercy

LES élections au Parlement européen sont l'occasion d'une âpre bataille politique dans notre pays. Bien entendu, nous n'avons aucune illusion, aucune confiance dans un tel Parlement bourgeois dont la vocation n'est certainement pas de servir les intérêts des travailleurs.

Pourtant, si nous en avions eu les moyens financiers, nous aurions présenté une liste. Car nous avons le souci de participer, le plus largement et le plus efficacement possible, à la bataille électorale pour faire entendre sur ce terrain aussi la voix des travailleurs et défendre leurs intérêts de classe.

Une loi électorale inique, dont l'argent est décidément le moteur décisif, nous l'interdit dans le même temps où les petites listes sont interdites d'antenne.

Eh bien, cela ne nous fera pas renoncer à mener une campagne active dans notre presse (sans parler de communiqués envoyés aux autres journaux nationaux et régionaux), dans des meetings, comme déjà ceux de Paris et de Bayonne. Surtout, partout où ils sont présents, nos militants s'adresseront, dans les entreprises, les quartiers, les campagnes, aux électeurs, à leurs camarades de travail, leurs voisins, pour donner notre point de vue sur l'enjeu de ces élections et du développement de l'unité européenne.

Tout d'abord, si les bourgeoisies monopolistes des différents pays d'Europe s'associent encore plus étroitement face à leurs concurrents, c'est pour défendre leurs profits, leurs intérêts. Alors, qu'on ne nous chante pas une Europe capitaliste idyllique, au sein de laquelle nos revendications pourraient de plein gré trouver satisfaction.

Mme Veil ne nous fera pas danser sur l'air du plan Davignon derrière lequel nous reconnaissons trop bien l'accordéon de Giscard, accompagné par le grosse caisse de Barre. En matière d'austérité, ce sont des chefs d'orchestre étourdissants.

Mitterrand nous promet maintenant que les socialistes changeront l'Europe... après avoir promis pendant si longtemps qu'ils allaient changer la vie en France... Vieille rengaine.

Marchais nous joue un autre air mais sa musique, en se mélangeant quelque peu, quoi qu'il en dise, avec celle de Chirac, rend un son bizarre. Ces accents chauvins sont-ils aptes à favoriser l'unité pourtant indispensable avec les peuples allemand et espagnol ? L'Allemagne bouc-émissaire, l'Allemagne responsable de tous nos maux ? C'est sans doute la voie d'une certaine facilité électorale mais cela permet-il de mobiliser pleinement aujourd'hui les travailleurs dans la difficile lutte pour préserver leur emploi, en tout premier lieu les sidérurgistes face au patronat français et à Giscard-Barre ?

Pour notre part, nous disons qu'il n'y a pas à chercher midi à 14 heures. La bourgeoisie française veut se servir de l'Europe comme d'un tremplin pour se refaire une santé pour « rejoindre le peloton de tête », comme l'avoue lui-même Giscard.

C'est contre notre patronat, contre notre propre gouvernement qu'il faut lutter pour s'opposer à la politique de restructuration, d'oppression des masses populaires, à la liquidation de la petite paysannerie, encore accélérée depuis plusieurs années. Loin de se laisser diviser par le chauvinisme, les travailleurs doivent mettre à profit les possibilités accrues d'unité des classes ouvrières et des peuples européens, de solidarité des luttes anticapitalistes.

Suite page 4

Les sidérurgistes de la Solmer occupent un minéralier

LES travailleurs de la Solmer à Fos sur Mer poursuivent leurs actions pour faire céder les patrons. Mercredi, ils étaient quatre à cinq mille soutenus par des ouvriers de toute la région pour une marche sur la Solmer. Vendredi, ils occupaient le minéralier Venture-Italia. Après une assemblée générale, à 9 h 30, vendredi matin, devant le self No 1 de Solmer où les délégués avaient fait le point de la situation, la délégation syndicale a quitté l'usine pour se rendre à l'inspection du travail à Marseille où devaient débuter les négociations.

Les travailleurs se sont alors rendus au quai minéralier de Solmer où se trouvait accosté le minéralier libérien le Venture-Italia qui apportait du charbon. Les « Solmer » ont occupé le bateau en cours de déchargement jusqu'à 14 h 30. Quant aux « négociations » qui ont duré 6 heures, elles se sont caractérisées par l'intransigeance de la direction. Lundi une nouvelle séance de discussion a lieu. L'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC a fait la déclaration suivante : *« Après cinquante jours de lock-out, la direction refusant toute discussion concernant les salaires, les licenciements, l'indemnité de chômage, n'a accepté de regarder que les conditions matérielles de la reprise. Elle ne propose qu'une prime unique de cent francs qui n'est en aucune manière une augmentation de salaire, une avance remboursable liée à la reprise du travail et au tonnage produit, ainsi qu'une possibilité de relèvement de la prime semestrielle pour les bas salaires ».*

Voir en page 8

RENNES

Municipalité : un allié contre le chômage ?

L'avant-dernier article de notre série, Mairie de Rennes : 2 ans de gauche

XXIIIe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Premières réflexions (4)

Jacques Jurquet

Voir pages 6 et 7

Mise au point de l'Humanité rouge et communiqué du Comité de coordination des grévistes des foyers SONACOTRA

LA semaine dernière, l'*Humanité rouge* a annoncé à plusieurs reprises dans sa rubrique « Bloc-notes » la projection à Lyon d'un film *« réalisé pour la Commission culturelle du Comité de coordination des foyers Sonacotra »*.

Notre quotidien croyait agir ainsi dans le sens du soutien qu'il apporte depuis des années au mouvement de grève des loyers des travailleurs immigrés et à la direction que se sont donnée eux-mêmes les grévistes, le Comité de coordination.

Or, cette information n'émanait nullement de ce dernier, pas plus que d'un comité de foyer local.

Après avoir averti deux rédacteurs de notre quotidien, c'est une importante délégation du Comité de coordination qui a rencontré, à ce sujet, notre directeur politique le vendredi suivant. Cette délégation lui a remis le communiqué que nous publions ci-après.

Ce communiqué expose le point de vue du Comité de coordination des grévistes des foyers Sonacotra ; le camarade Jurquet a présenté des excuses aux délégués du Comité de coordination pour le fait que la projection de ce film ait été annoncée par notre journal, tout en insistant sur la bonne foi de nos rédacteurs.

Nous considérons comme indispensable et fondamental qu'un film concernant leur propre lutte doive recueillir l'approbation des intéressés. Sans cette approbation, quelles seraient donc l'authenticité et la portée d'un tel film ? Pour ce qui nous concerne, nous n'avons pas vu ce film et ne pouvons juger de sa valeur technique. Mais ce qui nous intéresse, c'est son utilisation politique et c'est là ce qui fonde notre position de principe.

Par rapport à la contradiction apparue entre le Comité de coordination et les techniciens français qui ont aidé à la réalisation de ce film, nous espérons qu'elle repose sur un malentendu susceptible d'être réglé par la méthode de résolution des contradictions au sein du peuple. A notre avis, une solution positive, dans l'intérêt des grévistes des foyers Sonacotra, pourrait intervenir par la discussion, si les cinéastes commencent par témoigner de leur bonne foi en renonçant immédiatement à la projection de ce film contre la volonté des travailleurs immigrés. Ce sont ces derniers qui ont constitué le sujet et la matière vivante des images tournées et cela confère au Comité de coordination un droit intangible sur l'orientation politique et sur l'utilisation du film.

D'ailleurs notre propre soutien de tous ordres à l'entreprise qui a abouti à ce film n'avait pas pour objectif principal d'impulser une activité culturelle et technique, mais d'apporter avant tout un soutien politique à la juste lutte des travailleurs immigrés, dirigée par le Comité de coordination. Ce fait nous autorise à exprimer notre avis, mais nous considérons que toute décision définitive appartient non à ceux qui *soutiennent*, mais à ceux qui sont en lutte. Le soutien à la cause des travailleurs immigrés, comme aux actions de la classe ouvrière en général, n'autorise en aucune façon que l'on tente de décider pour eux à leur place.

C'est là une attitude de principe que nous avons adoptée à l'occasion des critiques fondamentales que nous avons formulées à l'encontre des méthodes paracolonialistes des dirigeants révisionnistes vis-à-vis des travailleurs immigrés, hier colonisés par l'impérialisme français, aujourd'hui encore exploités par le capitalisme français.

Le Comité de coordination vous demande d'insérer dans votre journal le communiqué suivant :

« Le film qui passe actuellement sur les écrans lyonnais sous le nom de « *Les lois de l'hospitalité* » n'est pas une réalisation de la commission culturelle du Comité de coordination.

— 1) Certes, toutes les scènes, toutes les séquences qui composent ce film ont été tournées sous le contrôle du Comité de coordination qui en est le propriétaire légitime ; mais le montage final du film a été effectué par la seule équipe-film hors de la portée du Comité de coordination (qui est présenté aujourd'hui comme réalisateur), sans aucune participation ni accord ni contrôle quelconque de sa part.

— 2) Tel qu'il est conçu, ce film est une présentation volontairement tronquée de notre lutte. Il ne reflète en rien l'histoire de la lutte des résidents contre la Sonacotra et le gouvernement ni sa réalité politique.

A la seule projection préparatoire des sept heures de tournage, effectuée en laboratoire et prise en charge par le Comité de coordination (la version finale du film n'étant soi-disant pas terminée), nous avons marqué publiquement notre désaccord avec ce film et demandé des modifications importantes avant toute projection.

L'équipe-film n'a tenu aucun compte de cette décision et a opéré à ce jour près d'une dizaine de projections à Paris et en province, à notre insu.

C'est une épreuve de force et une tentative de pression engagées par cette équipe contre le Comité de coordination qu'elle espère ainsi mettre devant le fait accompli.

Nous regrettons et dénonçons en même temps cette attitude opportuniste qui, derrière un prétendu soutien aux travailleurs en lutte, procède, de fait, à des actes de sabotage contre la juste lutte des travailleurs résidents des foyers.

Nous exigeons l'arrêt immédiat et inconditionnel de toute projection de ce film et appelons tous les camarades solidaires de notre lutte, où qu'ils se trouvent, à se mobiliser pour imposer le respect de notre décision.

Le Comité de coordination des foyers en lutte,
14, rue de Nanteuil Paris 15e
Paris le 20 mai 1979

VERGESE (GARD)

Source Perrier, Verrerie du Languedoc

COMMUNIQUÉ

Suite au nouveau contact du 17 mai 1979 à 8 h 30, la direction reste sur sa position.

PAS DE NÉGOCIATIONS IMMÉDIATES

La seule information qu'elle laisse percer, c'est la réunion du comité central d'entreprise du 30 mai où, à l'occasion de la présence des responsables syndicaux, nous pourrions avant ou après discuter de nos problèmes.

Aucune autre indication ne nous a été donnée.

En l'état actuel du mouvement qui, comme vous le savez, se poursuit dans d'autres usines, échelonné sur la semaine, nous devons faire le point demain, vendredi 18, comme prévu.

Les organisations syndicales CGT, CFDT vont donc se rencontrer dès demain afin de discuter de la poursuite de l'action qui dépendra de votre mobilisation et de notre capacité à la mener victorieusement.

GARDEZ CONFIANCE ET RESTEZ MOBILISÉS

Et tous ensemble, nous les aurons.

CGT-CFDT Source Perrier-Verrerie

RECTIFICATIF

Dans notre numéro du jeudi 24 mai, s'est glissée une coquille. Dans l'article : « *Vergèse, ça pétille chez Perrier* », il s'agit bien d'un communiqué de la CGT et CFDT de Perrier et non d'un communiqué de la cellule du PCML. Nous nous excusons vivement de cette coquille auprès de nos lecteurs.

L'Union Nationale des Etudiants Centrafricains (UNECA) communique

Un démenti qui est une confirmation

DEPUIS longtemps, le gouvernement dictatorial et sanguinaire de Bokassa, avec la complicité de l'impérialisme français, avait érigé un mur de silence autour de ses crimes contre le peuple centrafricain.

Bokassa a expulsé tous les journalistes étrangers et fait fermer les quelques rares agences de presse encore présentes à Bangui. Les représentants de la presse internationale qui s'aventuraient dans le pays risquaient leur vie. Ainsi, le journaliste anglais, Goldman, arrêté, bastonné et jeté en Ngaraba en 1976, n'a échappé à la mort que grâce à la pression de l'opinion internationale.

Mais voilà que depuis deux semaines, grâce notamment à l'action de L'UNECA, le voile se déchire. La presse internationale (journaux, radio, télévision) publie des informations sur les massacres auxquels Bokassa et sa garde prétorienne se sont livrés le 18 avril 1979 et qui ont coûté la vie au moins à 150 enfants dont certains avaient moins de dix ans. L'opinion internationale s'émeut !Les organisations démocratiques et humanitaires, notamment en France, exigent des explications (...).

La vérité, c'est qu'ils ont été bel et bien massacrés dans la nuit du 18 au 19 avril et enterrés à la hâte, dans des fosses communes par la soldatesque de l'« empereur ».

Ceux qui ont pu être relâchés, les ont vus mourir et le disent. Bokassa tente une fois de plus d'abuser l'opinion internationale. Pour notre part, nous maintenons intégralement les informations contenues dans notre communiqué du 7 mai que Bokassa a tenté en vain de discréditer devant les diplomates.

Le gouvernement français, lui aussi, espérait que cette affaire ne s'ébruiterait pas. Devant les protestations de nombreuses organisations et personnalités françaises, il a adopté une position où le cynisme le dispute à l'embarras (...)

Pour notre part, nous proposons à tous ceux qui sont soucieux de la vérité de prendre Bokassa au mot et d'envoyer sur place des observateurs pour interroger la population concernée. Puisque le gouvernement centrafricain prétend ne rien avoir à cacher, qu'il lève les mesures frappant les agences et les correspondants de presse, afin que ceux-ci fassent le travail qui est le leur : la recherche de la vérité.

Paris, le 21 mai 1979.
Pour l'UNECA, le Comité exécutif.

Les 5 manifestants de Longwy libérés

Thionville, correspondant,

LES cinq manifestants qui avaient été arrêtés à Longwy dans la nuit du 17 au 18 mai pour *« violences et voies de fait sur agents de la force publique »* ont été jugés mercredi par le tribunal de Briey, cœur du bassin férrifère. Ils étaient accompagnés par plus de 800 travailleurs parmi lesquels de nombreux mineurs ainsi que des sidérurgistes de Longwy et à défaut de pouvoir entrer dans la minuscule salle d'audience, ils se sont répartis dans le hall, l'escalier intérieur du palais de justice.

Ils attendront le verdict de 14 h à 18 h 30 sans impatience apparente pour affirmer leur soutien aux accusés. Quant aux CRS, ils ont été parqués discrètemnet à quelques centaines de mètres.

A peine le bruit de l'acquittement parvient-il sur les trottoirs que la joie éclate et les premiers accusés portés en triomphe apparaissent dans l'encadrement de la porte. Tonnerre d'applaudissements ! Ainsi, les cinq accusés de Longwy avaient un dossier vide, ils ont été arrêtés parce qu'ils se sauvaient et pour les CRS qui témoignaient, plus les gens courent vite, moins ils ont la conscience tranquille. Logique de CRS !

Les cris de joie ne cessent pas malgré la pluie qui commence à tomber. Indiscutablement, il y a dans cet enthousiasme, le sentiment d'une victoire sur les flics et sur le pouvoir.

Victoire de l'unité et de la moblisation

C'EST une victoire que viennent de remporter les travailleurs de Longwy avec la relaxation des cinq inculpés du 18 mai. Parmi eux, Maurice Le Bouder, envoyé spécial du *Quotidien du peuple* à Longwy, connu sous la signature de Gérard Privat.

Ces inculpations, basées sur des dossiers vides, marquaient une nouvelle escalade dans l'attaque contre la liberté de manifestation.

Plus grave encore, avec le brouillage des deux radios syndicales et l'arrestation d'un journaliste en plein reportage, le gouvernement s'en prenait à la liberté de la presse et au droit d'information.

Mais, les patrons et leur gouvernement comptaient sans la mobilisation des sidérurgistes. La relaxation des cinq inculpés est une victoire de la mobilisation et de l'unité des travailleurs. C'est à Longwy, l'un des bastions de la sidérurgie, que s'est effectuée la riposte la plus ferme contre ces attaques. Les sidérurgistes nous montrent bien que la lutte pour les libertés de manifester, d'afficher, pour les libertés syndicales est étroitement liée à la lutte contre le chômage dans l'unité la plus large. Voilà une victoire qui appelle à aller de l'avant et à exiger la libération des inculpés du 23 mars et du 1er Mai.

Léon CLADEL.

PTT

Grève à Brest centralisateur

Les travailleurs de Brest-centralisateur sont en grève depuis le 14 mai essentiellement sur le manque d'effectifs. Nous avons reçu l'interview d'un délégué CFDT que nous ne pouvons passer par manque de place. Nous appelons les travailleurs, les postiers, à soutenir cette grève et, pour plus amples renseignements, nous invitons nos camarades à téléphoner au journal.

Le racisme vient d'en haut

Le racisme de la vie quotidienne est orchestrée « d'en haut » par l'appareil d'État. Mardi, en effet, vient en discussion à l'Assemblée le projet de loi Bonnet sur les travailleurs étrangers (voir encadré) ; la police, quant à elle, vient de faire deux rafles de jeunes immigrés de 13 à 17 ans à Marseille. Quoi d'étonnant alors que les racistes se sentent libres d'agir à leur guise, comme à Orange, par exemple ?

VENDREDI soir à Orange. Une altercation éclate entre deux Sénagalais, marchands de bibelots et quatre hommes, dont trois sont des anciens légionnaires. Pour ne pas envenimer les choses, les deux marchands plient leur étalage et regagnent leur hôtel qui n'héberge que des immigrés.

Vers minuit, les quatre déclenchent les représailles : ils décident « d'enfumer » les Sénégalais pour les faire sortir de leur chambre. Ils mettent le feu à une poubelle et ce sera l'incendie qui va se propager à toute vitesse. Trois hommes sautent du premier étage : ils vont être plus ou moins grièvement blessés. Les locataires du deuxième sont sauvés in extremis par les pompiers. Au troisième, deux corps carbonisés seront découverts : ceux de M' Belgue et Cheikh Gueye. Les quatre incendiaires ont pris la fuite.

Le projet raciste de Bonnet

Des camps de sinistre mémoire

— 1. L'accès aux frontières serait interdit à toute personne qui *« ne disposerait pas de moyens d'existence suffisants »*, à tout étranger *« dont la présence constituerait une menace pour l'ordre public »*.

— 2. Les camps d'internement administratifs (style Arenc à Marseille) seraient légalisés : il s'agit de maintenir en détention hors de tout contrôle judiciaire des personnes qui n'ont commis aucun délit mais dont l'administration aura jugé qu'elles *« ne disposent pas de ressources suffisantes »* ou *« considérées comme menace à l'ordre public »*. Ces camps ont été inaugurées sous les nazis et remis à l'ordre du jour pendant la guerre d'Algérie.

— 3. Aggravation de l'insécurité : les étrangers en possession de papiers falsifiés pourront être refoulés manu-militari à la frontière sans qu'ils aient par exemple le droit de prouver qu'ils ont été l'objet d'une escroquerie. Comme motifs de refoulement sont aussi cités : les motifs sanitaires et la situation de l'emploi.

Une inquiétante clarté

On peut encore lire dans le préambule du projet : *« Les autorités responsables ne détiennent pas les moyens juridiques et pratiques de coercition nécessaires à la défense de l'intérêt national »* et que les dispositions du projet sont *« indispensables pour assurer un contrôle efficace de l'immigration étrangère et la protection de l'ordre public »*. Bonnet-Barre affirment aussi que : *« L'expérience a souvent montré que les intéressés* (les étrangers refoulés) *cherchent à se soustraire à l'application de la mesure prise à leur encontre et qu'ils y parviennent aisément avec l'aide de leurs compatriotes déjà établis en France, ou grâce au soutien d'organisations ou de comités créés pour la circonstance »*.

Rafle policière contre de jeunes immigrés

MARDI 22 à 6 heures du matin, à Marseille, plusieurs dizaines de policiers sont intervenus dans l'ensemble « La Paternelle » et ont emmené plusieurs jeunes immigrés de 13 à 17 ans qu'ils ont retenus plusieurs heures pour les ficher. Mercredi 23 mai, à 17 heures, dans la cité de Bassens, trois cars de police sont arrivés et ils ont raflé tous les immigrés qu'ils ont rencontrés. C'était des jeunes de 14 à 15 ans. Ils les ont gardés plusieurs heures et là aussi tous les jeunes immigrés ont été fichés.

La police a présenté ça comme une opération de routine en vue de prévenir des hold-up. En fait, il n'en est rien. Il s'agit d'une répression massive contre les jeunes immigrés pour les intimider et, éventuellement, expulser ceux qui se trouveraient en situation irrégulière.

Le collectif de Marseille contre le projet de loi raciste a élevé une vigoureuse protestation contre de telles rafles policières et a fait une délégation auprès du commissariat central pour exiger la libération immédiate de tous les jeunes immigrés qui avaient été raflés. Satisfaction a été donnée pour l'essentiel (seul un jeune immigré n'était pas encore sorti le matin du 24) au collectif contre la loi raciste.

SOUSCRIPTION

40 millions pour fin juin

«Mon soutien au journal »

A CAUSE d'une situation nouvelle, avec mon arrivée au bureau de poste de..., je ne reprendrai pas pour l'instant mon abonnement au quotidien. Je continue cependant l'autre abonnement, en attendant une autre période où j'aurai le temps de lire autre chose que les titres du quotidien et où je pourrai à nouveau m'abonner.

Je continue cependant à être un ami de L'Humanité rouge *dans cette période peu favorable qui est celle des foyers PTT qui ne favorise pas la lecture puisqu'on est jamais seul dans ces chambres-dortoirs. Sans compter la méfiance à l'égard du gérant qui met le courrier dans les boites aux lettres.*

Mon soutien au journal se manifeste cependant par le chèque ci-joint (*). Je n'ai pas donné de soutien au journal lors de mon dernier abonnement il y a six mois.

(*) Chèque d'un montant de 1 000 F

Contre les licenciements

Grève dans le textile du Nord le 29 mai

LA situation de l'emploi dans les industries textiles ne cesse de se dégrader, le nombre des fermetures d'entreprises ne cesse de croitre. 916 000 salariés en 1974 et en 1977, il n'en reste plus que 805 000 (111 000 emplois en moins...)

Cette diminution de près de 14 % des effectifs en trois ans s'est encore accélérée au cours de l'année 1978. C'est pourquoi les syndicats CFDT et CGT du textile lillois dénoncent à juste titre : *« Cette volonté du patronat qui a programmé et poursuit la liquidation de nos professions. On observe dans presque l'ensemble des entreprises de la région lilloise, un certain nombre de similitudes tant au niveau des salariés qu'à celui des conditions de travail, l'emploi étant une préoccupation essentielle surtout que la sécurité de l'emploi est encore aggravée depuis le début de l'année 1979. Les licenciements et fermetures d'entreprises s'accélèrent avec la fermeture prochaine des établissements Leuraent à Lemme, TME (ex Rigot Stalars), Crespel à La Bassée (groupe Willot).*

Insécurité en ce qui concerne l'avenir des établissements Sanders à Haubourdin, Wallard à Lille, TIN à Don. Nombreux licenciements chez Frémaux, DMC, Huet à la Madeleine, MDEZ à Lambersart... L'orientation est prise vers des créneaux immédiatement rentables dans le seul but d'un profit maximum.

La collusion patronat-gouvernement facilite cette hémorragie. Ce sont de véritables cadeaux somptueux qui leurs sont faits :

— Utilisation d'accords internationaux pour leurs seuls profits ;

— Le financement d'opérations « juteuses » avec l'argent des contribuables ».

Comme dans d'autres domaines importants (sidérurgie, électronique), ces mesures marquent la volonté du patronat textile de mener à bien la restructuration :

— Par le rachat de Boussac, le groupe Willot devient un monopole de taille internationale qui désire s'attaquer au marché américain. Il devient en outre l'un des trois premiers groupes du textile européen ;

— L'apport de Boussac lui permet de contrôler de A à Z les différentes phases de fabrication et de commercialisation, d'élargir sa gamme de produits.

Cela veut dire pour les ouvriers du groupe Willot et de l'ancien groupe Boussac :

— Fermetures d'usines qui font double emploi ;

— « Dégraissages » massifs dans certaines entreprises ;

— Application de nouvelles divisions administratives...

Si les méthodes des frères Willot sont bien connues, celles des patrons de La Lainière (Prouvost et ses successeurs) n'en sont pas moins efficaces puisque de 1960 à 1979, l'usine de Roubaix est passée de 10 000 salariés à 3 000 pour une production qui n'a pas diminué !

Ce qui signifie pour les ouvrières de La Lainière, des cadences infernales qui s'ajoutent aux longs trajets imposés aux filles des mines.

Enfin, les patrons du textile français s'entendent pour maintenir les salaires des ouvriers et (surtout) des ouvrières de leurs entreprises parmi les plus bas de France.

Cadences infernales, bas-salaires, c'est ce qui explique d'ailleurs la lutte que mènent actuellement les travailleurs de La Lainière à Roubaix.

La journée d'action et de grève régionale décidée conjointement par la CGT et la CFDT doit être l'occasion de lancer justement un large mouvement de solidarité avec ceux de La Lainière, de développer les liens de l'ensemble des travailleurs du textile contre le patronat et ses licenciements.

Mais, d'autres initiatives de grande ampleur, tant au niveau des différents groupes que de toute la profession, doivent être prises pour briser l'offensive patronale.

Correspondant Marquette.

LAINIERE DE ROUBAIX

Recul partiel de la direction

VENDREDI, après dix jours de grève, les travailleurs de la Lainière devaient reprendre le travail après avoir obtenu l'équivalent sous une autre forme du 13e mois et l'abandon du projet de prime contre l'absentéisme. Sous l'effet de la lutte qui s'est accompagnée d'occupation de l'entreprise Prouvost-Masurel a dû reculer. Un tel recul, même partiel n'est pas négligeable dans une période marquée par une particulière fermeté du patronat. Ce qui n'empêche pas les travailleurs de réfléchir sur les raisons et les obstacles qui ne leur ont pas permis de gagner la totalité de leurs revendications.

L'Allemagne, notre voisine

Allemagne de l'Ouest – République fédérale d'Allemagne (RFA). Un territoire moitié moins grand que celui de la France (248 590 km2). Une population de 65 millions d'habitants dont plus de deux millions de travailleurs immigrés. Capitale :Bonn – une grosse bourgade sur les rives du Rhin.
La RFA est l'un des deux Etats allemands issus des avatars de l'après-guerre et l'Allemagne est divisée en deux par un long ruban de barbelés, de mines et de miradors. De l'autre côté, l'Allemagne de l'Est – République démocratique allemande (RDA) – Capitale :Berlin-Est.
Berlin-Ouest – l'autre partie de l'ancienne capitale de l'Allemagne unie – est entourée d'un mur et reliée sur tous les plans à la RFA.

AU moment où est signé à Athènes le traité marquant l'adhésion de la Grèce à la CEE, l'*Humanité* se surpasse dans l'expression du chauvinisme antieuropéen. Ainsi, l'adhésion de la Grèce est présentée dans l'éditorial de Moreau comme un « *complot contre le niveau de vie et le travail des Français, contre l'économie de notre pays contre son indépendance et sa souveraineté* ». Mais soyons sûr que dès demain, l'*Humanité* relâchera sa dénonciation de la « *concurrence des vins, des raisins, des figues ou des tomates* » grecs pour concentrer à nouveau tous ses coups sur la RFA qui demeure la cible et l'argument de toute la campagne du PCF.

Elections européennes : notre campagne

Par Jean Quercy

(Suite de la page 1)

Mais il est un autre aspect de l'unité européenne dont les ténors politiques parlent fort peu ou alors pour semer la confusion : c'est la gravité de la situation internationale, les menaces de guerre qui croissent du fait de la rivalité des superpuissances et en premier lieu des appétits voraces de l'URSS. Ne pense-t-elle pas à conclure dans la foulée des accords Salt 2, des accords Salt 3 qui réduiraient l'armement nucléaire proprement ouest-européen et porterait sérieusement atteinte à la crédibilité de la force de dissuasion française. Dans le même temps, elle renforce ses positions à la source du pétrole, sur ses routes maritimes et que se passerait-il si elle décidait un jour de faire pression à coups d'« économies d'énergie imposées » ? N'est-il pas urgent d'opposer une politique commune à toutes ces éventualités, de se préparer au pire, de ne pas répéter les erreurs de Munich.

Face aux nombreux indices convergents qui attestent de la volonté et du plan de domination de l'URSS, Mme Veil ne fait que de timides allusions au danger que recèle la rivalité des deux supergrands. Sans nul doute, c'est là la politique à courte vue de Giscard sacrifiant à des échanges commerciaux fructueux la sécurité des Français.

Les grandes formations politiques reprennent toutes en chœur d'une manière capitularde l'air de la détente.

Force est de constater que sur ce plan, la palme va aux dirigeants du PCF qui brandissent l'épouvantail d'une Allemagne revancharde et dominatrice, d'une Europe germano-américaine, sans grandes preuves et tout en faisant le silence sur les véritables et principaux dangers qui menacent. Pourquoi ces champions de la souveraineté nationale ne dénoncent-ils pas la supranationalité qui pèse lourdement aujourd'hui même sur les pays d'Europe de l'Est et qui a été imposée à la Tchécoslovaquie par les chars russes et une occupation qui dure toujours. Alors que des peuples sont massacrés par des armes soviétiques au Cambodge, en Erythrée, pourquoi ne donnent-ils pas l'alerte lorsque l'URSS renforce son dispositif d'armes nucléaires à la frontière de la RFA ?

Marchais n'est-il pas pour le moins en retard d'une guerre quand il s'acharne à construire une véritable ligne Maginot de méfiance et de crainte entre les peuples français et allemand. Curieuse façon de vouloir sceller l'Europe des travailleurs que de favoriser leur désunion face aux dangers qui les menacent.

Quant à notre parti, voilà ce qu'il dira aux travailleurs en se basant sur les intérêts de classe qui commandent aussi aujourd'hui de défendre l'indépendance de notre pays face au danger de guerre. L'Union européenne, même capitaliste, et son élargissement, constituent un obstacle, certes temporaire et relatif mais qu'on ne saurait négliger, face aux entreprises hégémoniques des superpuissances.

Tout en appréciant à sa juste valeur le renforcement de l'unité européenne dans la mesure où il est susceptible de faire reculer le moment de la guerre, notre peuple ne doit avoir aucune confiance dans ceux qui le gouvernent. Il doit faire pression contre les tendances capitulationnistes, pour le renforcement des liens sur un pied d'égalité avec le tiers monde et aussi compter fondamentalement sur ses propres forces et se préparer en prévision d'une guerre inévitable.

Face au danger de guerre comme sur le plan de la lutte anticapitaliste, aucune liste ne correspond aux intérêts de classe du prolétariat et des masses populaires. C'est pourquoi notre parti appellera à voter blanc ou nul le 10 juin.

Une puissance économique incontestée ?

Chacun le sait : le mark est une monnaie forte sur le marché de la finance internationale. Il est en forte hausse par rapport au franc depuis plusieurs décennies. En 1958, on échangeait un mark pour un franc ; maintenant, le franc ne vaut plus que 0,42 mark. Pour les touristes français qui vont en Allemagne, la vie est chère, très chère... Cela suffit-il pour affirmer à l'instar des dirigeants du PCF que la France est menacée de devenir le « vassal » de l'Allemagne ?

NUL doute que l'économie allemande est forte. Son développement a été continu depuis l'écrasement du nazisme en 1945, si l'on excepte des symptomes de crise en 1967 et depuis 1973. L'inflation est trois fois plus faible qu'en France, le chômage moindre (un million de chômeurs actuellement).

C'est aussi un fait que le poids économique de l'Allemagne de l'Ouest dans le monde est plus fort que celui de la France. Parmi les cinq cents premières entreprises européennes, on compte 121 entreprises allemandes, contre seulement 75,5 entreprises françaises. La plus importante entreprise allemande est Volkswagen (elle est la cinquième au niveau européen) : 215 000 employés et un chiffre d'affaires de 6 412 millions de dollars (chiffre de 1971). Elle est suivie par l'entreprise chimique Hoechst (5591 millions de dollars), puis par Daimler-Benz (Mercedes : 5 551 millions de dollars), Siemens (5 523) et BASF (5 384). La construction mécanique et la chimie sont les deux principales branches exportatrices de l'industrie allemande.

MERCEDES, BMW...

Chacun sait aussi le prestige dont jouissent les produits allemands sur le marché international — depuis les voitures Mercedes ou BMW jusqu'aux appareils optiques de Zeiss Ikon.

Et pourtant... Ce tableau ne doit-il pas être quelque peu nuancé ?

... ET RENAULT ?

Rien qu'en Europe, ce n'est pas l'Allemagne, mais la Grande-Bretagne qui a le plus de grandes entreprises : 122 sur 500 (contre 121 à l'Allemagne). Et on pourrait trouver bien des produits d'autres pays dont la réputation internationale n'a rien à envier à celle des produits allemands. Un seul exemple : la Renault 4 est, en Allemagne, la voiture étrangère la plus prisée — et pas seulement en Allemagne. Marchais lui-même n'a-t-il pas écrit, dans le *Défi démocratique*, que Renault était « *la grande championne de l'exportation* » ?

Souligner unilatéralement la force de l'économie allemande revient à masquer la réalité.

On constate par exemple que la production automobile française a augmenté de 40 % de 1970 à 1977 — contre 13 % pour l'Allemagne. Alors quel est le pays qui, dans ce domaine, est le plus fort ?

Si l'on prend la production *industrielle* globale, la progression est, sur la période 1970-1976, plus rapide en France. La production *agricole* française est nettement excédentaire — ce n'est pas le cas pour l'Allemagne.

CONCURRENCE ACHARNÉE

La vérité, c'est que les monopoles capitalistes se livrent une guerre acharnée, au niveau de l'Europe et du monde. Dans certaines branches industrielles, les monopoles allemands dominent incontestablement. Dans d'autres, ce sont les monopoles français. Dans l'aéronautique, par exemple, l'Aérospatiale et Dassault-Bréguet arrivent avant Messerschmidt.

Dans le secteur bancaire, le Crédit agricole — la 3e banque du monde — arrive avant la plus grosse banque allemande, la Deutsche Bank.

Alors, assez de la propagande chauvine anti-allemande des dirigeants du PCF ! Assez des comparaisons véritablement hallucinantes avec 1940, 1914 ou 1870 !

Certes, depuis ces dates, la concurrence entre les monopoles n'a jamais cessé. Mais pas plus qu'a disparu, d'ailleurs, la nécessité de la solidarité active entre les travailleurs de France et d'Allemagne contre l'exploitation dont ils sont victimes de la part des monopoles, et de la même façon des deux côtés du Rhin.

Jean SCHUBERT

Trois partis principaux

LA vie politique ouest-allemande est dominée par trois partis qui défendent tous les intérêts des monopoles et sont tous d'accord pour le développement de l'Europe.

— Le parti *social-démocrate* (SPD), dirigé par Willy Brandt dispose actuellement de la majorité relative au Parlement (*Bundestag*) et dirige donc le gouvernement. Le chancelier Schmidt est membre du SPD.
— Le *parti libéral-démocrate* (FPD) ne recueille que de cinq à dix pour cent des suffrages. Mais il participe actuellement à la coalition gouvernementale. Son président, Genscher, est vice-chancelier.
— L'*Union chrétienne-démocrate* (CDU) est le grand parti d'opposition ; ses leaders sont Helmut Kohl et Franz-Joseph Strauss. Le président de la République, élu le 23 mai dernier, Karl Carstens, est membre de la CDU.

Des divergences existent bien sûr entre ces trois partis. Les principales portent sur la « *politique à l'Est* » lancée par Willy Brandt en 1969 et poursuivie par Schmidt depuis 1974. L'opposition chrétienne-démocrate estime que les concessions faites à l'URSS sont trop importantes et prône une plus grande fermeté face à l'hégémonisme soviétique.

Outre ces grands partis, il en existe d'autres qui ne sont pas représentés au Parlement :
— Des *groupuscules d'extrême-droite*, défenseurs nostalgiques du nazisme. Extrêmement minoritaires et isolés de l'opinion publique, ils se sont néanmoins montrés très actifs ces derniers temps et ils jouissent d'une scandaleuse impunité.
— Les *écologistes* (les « verts »), dont l'axe principal d'intervention est la lutte contre le nucléaire. Aux dernières consultations électorales, ils ont otbtenu des succès appréciables (de l'ordre de 3,5 % des suffrages) bouleversant le jeu électoral traditionnel.
— Les *marxistes-léninistes*, qui s'efforcent de développer leur liens avec la classe ouvrière et avec les forces progressistes du pays.

Le réveil de la classe ouvrière

PENDANT longtemps, la classe ouvrière ouest-allemande a eu la réputation d'accepter passivement le sort que lui réservaient les grands monopoles.

Ceci est-il toujours bien vrai ?

Depuis les grandes grèves sauvages de septembre 1969, la classe ouvrière est repartie à l'offensive, pour la défense de ses conditions de vie, et avant tout pour des salaires décents et pour le plein emploi.

Car les capitalistes, dont les profits ne se portent pas mal, se livrent à des restructurations — en particulier dans l'imprimerie et dans la sidérurgie — qui contraignent actuellement un million de travailleurs au chômage.

En 1978, de puissantes grèves ont éclaté chez les dockers et les imprimeurs. Et fin novembre, sur pression de la base, le syndicat des métallos a été contraint — pour la première fois depuis cinquante ans — d'appeler à la grève. Pendant six semaines, 80 000 sidérurgistes ont tenu tête au patronat et exigé les 35 heures sans diminution de salaire.

Et si, en fin de compte, cette revendication n'a pas été satisfaite, du moins, les travailleurs ont-ils acquis une expérience de lutte qui les amène à être maintenant plus vigilants envers leurs dirigeants syndicaux et à leur demander des comptes.

Photo HR

1978 : 80 000 sidérurgistes tiennent tête au patronat ouest-allemand. Ci-dessus, Marcel Grégoire, membre du PCML, rencontre les sidérurgistes allemands

Une démocratie «musclée»

QUI ne se souvient de cette gigantesque « *chasse à l'homme* » qui fut organisée par la police dans toute la RFA, à l'automne 1977, sous prétexte de recherche quelques « terroristes » dont les photos étaient affichées partout ? Partout, ce n'étaient que contrôles, barrages, fouilles, perquisitions, etc.

Plusieurs films allemands (« *L'honneur perdu de Katharina Blum* », « *L'Allemagne en automne* », « *Couteau dans la tête* ») l'ont d'ailleurs reflété.

A cette hystérie policière s'ajoute la pratique ignoble des *interdictions professionnelles* : des travailleurs ont été licenciés pour leurs simples opinions politiques... et ensuite, impossible de retrouver du boulot.

L'Allemagne de l'Ouest n'est vraiment pas un modèle de démocratie...

Un chrétien-démocrate à la présidence de la République

Le 23 mai, qui était le 30e anniversaire de la création de l'État ouest-allemand, un nouveau président de la République a été élu, en remplacement de Walter Scheel (libéral-démocrate) qui avait terminé son mandat.

C'EST *Karl Carstens*, chrétien-démocrate, qui a été élu. Cela constitue une défaite pour la coalition libérale-sociale-démocrate qui est actuellement au gouvernement. La démocratie chrétienne récupère le poste de président de la République qu'elle avait perdu en mars 1969. Même si le président de la République a beaucoup moins de pouvoir qu'en France, ce changement de majorité aura des implications sur l'avenir.

Par ailleurs, le leader de l'aile bavaroise de la démocratie-chrétienne, Franz-Joseph Strauss, a annoncé qu'il était « disponible » pour être candidat à la chancellerie (poste occupé actuellement par Helmut Schmidt) aux élections de 1981.

Strauss se distingue à la fois par ses positions très réactionnaires sur le plan intérieur et par la fermeté de son opposition à l'hégémonisme soviétique. En 1975, il avait été le premier homme politique allemand à être reçu par Mao Zedong, avant le chancelier Schmidt.

J.S.

FRANCE-ALLEMAGNE

Echanges et solidarité

APRES l'écrasement du nazisme (1945), les relations entre la France et l'Allemagne se sont progressivement développées sur tous les plans, dans le cadre d'institutions européennes communes (Communauté européenne charbon-acier, Marché commun, etc.). Cette coopération s'est renforcée à partir de 1962, date de la signature par De Gaulle et Adenauer (le chancelier ouest-allemand) du Traité franco-allemand.

Les relations au niveau des gens se sont multipliées, il est facile d'aller dans l'autre pays et les touristes en profitent.

Tout cela a permis une meilleure connaissance réciproque et le développement de la solidarité entre les deux peuples, entre les travailleurs des deux pays. Un symbole de cette solidarité a été la participation de sidérurgistes allemands à la manifestation du 23 mars 1979 à Paris, pour le soutien aux sidérurgistes français.

Les Allemands et leur passé

L'ALLEMAGNE a un lourd passé, le nazisme, et la résolution des problèmes qui y sont liés a toujours beaucoup pesé sur la vie politique allemande.

Que beaucoup d'anciens nazis, membres de base du parti de Hitler, occupent des fonctions dans la vie économique et politique n'est guère surprenant : il y avait 10 millions de membres dans le parti nazi ! Mais tous n'ont pas été des criminels !

Ce qu'il faut dénoncer, par contre, et sans réserve, c'est l'impunité dont jouissent certains criminels, responsables de la mort de gens innocents, comme par exemple les anciennes gardiennes du camp de concentration de Majdanek, qui ont été récemment acquittées « faute de preuves »...

Ceci dit, l'Allemagne de 1979 n'est pas l'Allemagne nazie. Assimiler l'une à l'autre équivaudrait à faire preuve d'une dangereuse myopie.

Et à propos du passé : il faut rappeler aussi que pour éliminer le nazisme, des dizaines de milliers de communistes, de démocrates et d'antifascistes ont donné leur vie. — Un seul exemple : celui d'Ernst Thälmann, président du parti communiste allemand, incarcéré de 1933 à 1944 et assassiné au camp de Buchenwald en août 1944.

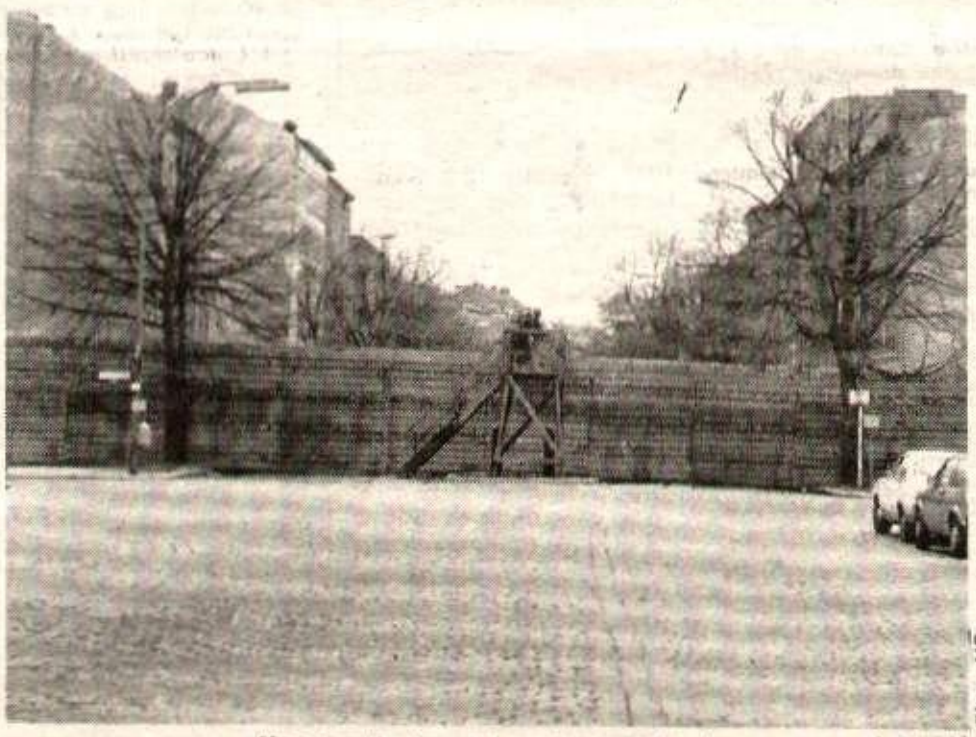


Photo HR

Une frontière hermétique : le mur de Berlin.

Un peuple, une nation, deux Etats

DEPUIS plus de trente ans, l'Allemagne est divisée, en plein milieu, par une frontière hermétique : barbelés, champ de mines, mur, grillage, miradors, etc. Les Allemands de l'Est n'ont, en règle générale, pas le droit d'aller à l'Ouest ; et pour les Allemands de l'Ouest, il faut tout un tas de formalités : visa, passeport, laissez-passer, etc.

Un peuple est ainsi divisé : le père habite d'un côté, le fils de l'autre. Le frère d'un côté, la sœur de l'autre. Et que de difficultés pour se voir ! Comment ne pas comprendre l'aspiration profonde des Allemands à la réunification de leur pays divisé !

Dans cette division, les deux superpuissances — USA et URSS — ont une part de responsabilité. Mais aujourd'hui, c'est surtout l'URSS qui a intérêt à cette division car elle est pour elle, actuellement, le moyen d'affermir sa domination sur l'une des deux parties, l'Allemagne de l'Est.

C'est pourquoi, il n'y a actuellement que deux perspectives possibles pour la réunification :

— Ou bien l'URSS étend sa domination à l'Allemagne de l'Ouest et réunifie donc l'Allemagne sous sa domination. Les Allemands — de l'Est et de l'Ouest — refusent cette perspective ;

— Ou bien le peuple allemand se débarrasse de la domination étrangère et établit sa pleine indépendance et, par suite, son unité.

Cette lutte n'est alors qu'une partie de la lutte mondiale des peuples pour l'indépendance et contre l'hégémonisme.

Ainsi, par-delà ses caractères spécifiques, l'aspiration du peuple allemand à l'indépendance et à l'unité est intimement liée à la lutte des peuples dans le monde entier contre ceux qui se permettent de leur imposer leur loi.

XXIIIe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Premières réflexions (5)

Jacques Jurquet

Les premières parties de cet article sont parues dans les numéros 1096, 1097, 1098 et 1099. Vous pouvez les commander à l'administration

NOUS l'avons indiqué dès le début de ces premières réflexions : le 23e congrès du Parti communiste français n'a apporté aucun changement fondamental à la ligne stratégique dont la mise en œuvre antérieure a conduit à la défaite de mars 1978. Cependant, la plus haute instance statutaire de ce vieux parti ouvrier s'est trouvée obligée de changer les formulations de cette stratégie de l'impasse. C'est à quoi s'est appliqué le chapitre de la résolution finale présenté sous le titre :

LA VOIE DEMOCRATIQUE ET REVOLUTIONNAIRE

Les premières phrases introductives de ce long texte ont pour objet de souligner la filiation entre le 23e congrès et le 22e congrès. Les principales élucubrations théoriques de ce dernier, qui officialisaient d'ailleurs des positions déjà anciennes, sont rappelées. Mais il n'est pas douteux que les dirigeants antiléninistes du PCF ont à surmonter quelques resistances, quand on constate qu'ils doivent recourir à des formulations totalement mystificatrices pour désigner, par exemple, la « *voie révolutionnaire de passage au socialisme* ». Pour eux, en effet, cette voie, théorisée par Lénine et pratiquée par les Bolchéviks, est une « *conception selon laquelle la transformation sociale pourrait être l'œuvre d'une minorité agissante* ». Qu'en termes fallacieux ces choses là sont dites ! Traduisons mot à mot : « *Conception* » remplace « *principe* », « *transformation sociale* » remplace « *révolution* », « *minorité agissante* » remplace « *parti révolutionnaire prolétarien à la tête des masses populaires* ». Il faudra nous habituer au nouveau vocabulaire employé par le Parti communiste français, en complète rupture avec le vocabulaire historique des communistes et ouvriers révolutionnaires authentiques. Ne revenons pas sur la « *dictature du prolétariat* », dont nous avons déjà traité et qui est présentée ici comme ne correspondant « *ni au chemin ni au but qui conviennent à notre pays* ».

Sans vergogne, la résolution du 23e congrès proclame : « *Notre combat pour la démocratie se fonde sur les intérêts généraux et d'avenir de la classe ouvrière et de l'ensemble des travailleurs, de la nation. La volonté de réaliser le socialisme en est l'âme* ». Voilà des formules que ne désavoueraient nullement les dirigeants socialistes. A leurs yeux, elles font certainement des dirigeants du PCF les représentants d'une boutique concurrente redoutable. Mais comment donc passer au socialisme pour le PCF d'aujourd'hui.

La voie de la lutte

LE début de ce texte nous apprend que désormais « *l'enjeu, le terrain principal de la lutte de classes* » ne sont plus, comme par le passé, les revendications politiques, économiques et sociales immédiates des travailleurs et, stratégiquement, le renversement du capitalisme pour le remplacer par le socialisme. Non, la lutte de classes doit avoir pour enjeu et terrain principal « *le but et le moyen du changement, la démocratie* ».

« *La voie démocratique est bien la voie de la lutte de classes, sous toutes ses formes, sans la guerre civile* ».

Autrement dit, *Ouvriers, petits paysans, travailleurs exploités, opprimés et réprimés, ne recourez surtout pas à la violence pour vous opposer à celle de vos patrons, du gouvernement et de l'État bourgeois ! Ne comptez que sur la démocratie !*.

Grâce à « *l'existence et au développement d'un puissant mouvement populaire majoritaire* », la démocratie vaincra ! Que voilà donc un mot d'ordre efficace, ouvriers licenciés, sidérurgistes matraqués, travailleurs immigrés expulsés, paysans expropriés ! Faites donc confiance à la ligne du Parti communiste français, la ligne « *majoritaire* » !

A quoi bon, dans ces conditions, occuper vos usines, manifester devant les sièges de vos sociétés, sequestrer vos patrons, résister aux violences des forces de répression ? Allons donc, naïfs que vous êtes : le PCF vous le promet, vous allez obtenir satisfaction grâce au « *mouvement populaire majoritaire* » !

Mais l'interlocuteur communiste honnête, en lisant ces lignes, va s'indigner. Il croira que nous faisons un savant découpage tendancieux de la résolution de son parti. Rendons lui donc justice. La résolution indique, en effet, que cette fameuse « *lutte de classes sous toutes ses formes, sans la guerre civile*, conformément au 22e congrès, *c'est une suite de luttes opiniâtres, de luttes de masse pour modifier toujours plus le rapport des forces sociales et politiques au profit des travailleurs, de toutes les couches populaires* ». Dont acte, camarade ! Mais sur quoi débouche donc ces justes intentions ? Sur la conclusion concrète suivante : « *Ce mouvement s'exprimera à chaque étape dans la lutte et dans le suffrage universel dont il fera respecter le verdict* ». C'est donc une incessante course aux scrutins électoraux. Oui, les élections sont un peu les bornes kilométriques qui jalonnent la voie du socialisme. A chaque borne flotte et flottera un petit drapeau pour célébrer la victoire du « *mouvement qui modifie le rapport des forces sociales et politiques au profit des travailleurs...* ».

Vous vous plaignez, sidérurgistes et autres ouvriers impatients ! Mais regardez donc tous ces petits drapeaux, toutes ces bornes kilométriques, toutes ces élections qui ont sanctionné les succès *passés* en votre faveur. Soyez en convaincus, car voilà qui est d'actualité. Si vous votez bien le 10 juin prochain, pour envoyer au Parlement européen Georges Marchais et ses colistiers, vous modifierez encore le rapport de forces et vous avancerez irrésistiblement sur la voie démocratique au socialisme ! Ne sont-elles pas magnifiques ces propositions, ces assurances, ces certitudes ?

« *L'expérience que, depuis 1972, vient de faire le peuple de France, contredit-elle ces orientations essentielles du 22e congrès ?* » demande d'ailleurs la résolution du 23e congrès qui se répond à elle-même « *nous pensons au contraire qu'elle en confirme la validité, qu'elle souligne la nécessité pour tous les communistes d'en apprécier toute la portée et d'en tirer toutes les conclusions pour leur pratique politique* ».

Vous voyez bien, sidérurgistes entêtés, vous pensiez que mars 1978 était un échec. Allons donc, c'était un succès. Enfin... c'eut pu être un succès, s'il n'y avait pas eu ces diables de socialistes qui *nous ont trompés* et qui ont rempli d'illusions tous les électeurs de gauche. De toute façon, poursuit la résolution, nous en avons tiré :

L'expérience du Programme commun

Mais trêve d'ironie. Parce qu'ici la farce devient tragédie sur le dos des travailleurs, aux dépens de cette masse d'ouvriers et autres exploités qui ont cru au Programme commun. Le PCF s'efforce de nouveau de les mystifier pour les maintenir sous la domination de nouvelles illusions. La résolution ne manque pas de cynisme. Un long paragraphe expose les méfaits historiques des dirigeants socialistes, exactement dans les termes ou pendant quinze ans, nous, marxistes-léninistes, nous n'avons cessé de les rappeler. Mieux, elle révèle, elle avoue le double jeu des dirigeants du PCF : dès 1972, « *nous avons considéré que la signature du Programme commun ne pouvait*

Suite en page 7

Suite de la page 6

modifier ce qui tient à la nature de Parti socialiste et s'exprime dans son histoire, les courants idéologiques qui l'imprègnent, la composition sociale de ses directions, les liens établis au cours d'une longue pratique d'alliance avec la droite... ».

Alors pourquoi donc avez-vous signé ?

La résolution va encore plus loin. Elle affirme : *« Nous n'avons pas voulu que l'accord conclu soit un simple accord au "sommet" ».*

C'est pourtant ce que vous en avez fait ! Et votre timide *« notre activité n'a pas été sans défaut »* ne saurait constituer l'autocritique sincère et acceptable que, pour le moins, vous devriez présenter à tous les militants et électeurs que vous avez si gravement entrainés dans l'erreur et la défaite. Mais ici encore, vous préférez vous débarasser de vos lourdes responsabilités historiques, résultat inévitable de votre opportunisme et de vos abandons des enseignements du marxisme-léninisme. Vous vous en déchargez sur *« les effets démobilisateurs d'une attitude* (attitude de qui ?) *consistant à tout attendre d'une alliance considérée comme une union de sommet se suffisant à elle-même et à renvoyer la solution des problèmes au lendemain des échéances électorales... ».* Il est ainsi clair, dirigeants révisionnistes, que pour vous la pratique de l'autocritique est reléguée au musée poussiéreux des vieilleries léninistes. Les militants de base se sont abandonnés à des *« illusions »* Mais vous, vous *« saviez »* et vous ne vous êtes *« jamais trompés »* ! C'est même tellement sûr, que pour l'avenir, vous reprenez la même ligne en la réadaptant légèrement et vous imposez à vos adhérents de base la même stratégie, c'est-à-dire la même mystification et les mêmes illusions ! Cette stratégie est exposée dans le paragraphe ayant pour titre :

Construire l'Union

« C'est un choix irrévocable » proclame d'emblée la résolution du 23e congrès. On croirait entendre Marchais ! Mais *« l'expérience montre que, pour y parvenir, il faut donner en permanence la priorité à l'union à la base, c'est-à-dire à l'union dans l'action des travailleurs eux-mêmes, des masses populaires elles-mêmes ».*

Voilà qui est parfait. C'est ce que nous proclamions depuis que nous avons quitté les rangs du PCF pour certains d'entre nous, depuis que nous avons rejoint les rangs du PCML pour certains autres, les plus jeunes notamment. Voilà qui favorise le dialogue et l'action commune à la base entre nous, marxistes-léninistes et de nombreux camarades communistes et syndicalistes, sans en exclure, bien sûr, les camarades socialistes eux-mêmes. Mais attention !

Nous recherchons l'unité à la base et dans l'action pour impulser les luttes de classes. Elles visent à arracher la satisfaction de revendications immédiates de tous ordres, politiques, économiques, sociales, culturelles, écologiques, etc. Mais elles constituent de surcroit, l'accumulation quantitative de luttes qui débouchera ultérieurement sur l'ouverture de la voie *révolutionnaire* au socialisme.

Par contre, pour les dirigeants révisionnistes modernes du PCF, les actions dans l'unité à la base ont pour raison fondamentale la poursuite d'un objectif tout différent. La résolution finale du 23e congrès présice à ce sujet : *« C'est... dans l'action quotidienne, dans les conquêtes démocratiques diverses qu'elle imposera, dans les modifications qu'elle apportera partout au rapport des forces en faveur des travailleurs que se construiront pas à pas les conditions de l'union, des changements nécessaires et des succès électoraux qu'ils impliquent ».* Ainsi, c'est bien l'électoralisme qui demeure la motivation de l'unité conçue par les dirigeants du PCF, quelle qu'en soit la forme, au sommet hier, à la base aujourd'hui, à la base et de nouveau au sommet demain.

Cette stratégie visait hier une *« démocratie avancée »*, elle vise aujourd'hui une *« avancée démocratique »*, l'une et l'autre successivement présentées comme susceptibles d'assurer le *« passage pacifique au socialisme »*. Bonnet blanc et blanc bonnet !

A suivre

Blocage du train à Plouaret, le 29 mars 1979, lors de la journée régionale électronique. La guerre du rail, une guerre motivée par la volonté de vivre et travailler au pays.

GUERRE DU RAIL EN BRETAGNE

Les trains s'arrêtent, pas les magouilles

Bretagne, correspondant.

Dimanche 20 mai, nouvelle journée régionale de blocage des trains. Messac, Rosporden, Quimperlé, Hennebond, Plouaret : la guerre continue sur le ballast. Dans ces six gares, on a arrêté les trains, à l'appel du comité d'usagers qui lutte contre les suppressions d'arrêt décidées par la SNCF.

DES arrêts supprimés, les petites gares, les lignes non rentables tôt abandonnées. Sournoisement, le plan Guillaumat se met en place. Le réseau ferroviaire breton ne sera plus à terme qu'un squelette. Les trains rapides brûlent les étapes. Sur leur passage, c'est l'avenir des petites villes qu'ils écrasent. Un pays qui n'est plus desservi, c'est un pays qui meurt.

Accepter les suppressions, se résigner à la mort lente ? Jamais ! Soixante-seize blocages de train à Plouaret, soixante-dix à Messac. Non pas un combat qui s'essoufle, mais un combat qui s'étend. Quatre cents personnes encore l'autre jour à la visite de Paimpol. Une véritable levée de boucliers contre la suppression de la voie ferrée qui relie la ville à Guingamp.

ORGANISÉS, SOLIDAIRES

Les Bretons sont têtus, c'est là leur moindre défaut. Des roulements ont été établis canton par canton. A chacun son tour de monter la garde : ouvriers, paysans, commerçants, chacun est venu. La SNCF a fait boucler les gares avec des charretées de gardes mobiles. Peine perdue. Le mouvement frappe quand il veut et où il veut. De guerre lasse, les casqués ont dû abandonner le terrain.

Nouveaux coups fourrés : la SNCF fait donner systématiquement la justice. Inculpations multiples pour *« entraves à la liberté de circulation des trains »* (drôle de liberté !).

Rien n'y fait *« Il faut trouver autre chose »*, s'est dit la SNCF: Les écraser par exemple ? Eh oui ! Les écraser ! C'est bien ce qui a failli arriver à Messac l'autre jour. Un haut gradé de la SNCF refusait de signaler au conducteur du train qu'il y avait du monde sur la voie. *« Si les manifestants s'offrent en otages*, déclare la direction régionale, *nous dégageons toute responsabilité ».* Le jour où on tuera quelqu'un...

LES MOUCHES

La lutte contre les suppressions d'arrêts de train fait autour d'elle la quasi-unanimité, car elle s'inscrit dans le cadre d'un combat pour le droit de « vivre au pays ». Pour les élus, l'affaire est bonne à prendre. Ainsi, voit-on s'agiter autour des actions menées tout ce qui grenouille, magouille, tripatouille.

A Messac, il y a quelques temps, Madelin, député de Redon, est ainsi venu fourrer son nez lors d'un arrêt de train. Quel meilleur allié, pourtant, pour les aménageurs style Marcillet ou Guillaumat que ce « parachuté » qui promettait 15 000 emplois par an pour sa circonscription, laquelle est pourtant aujourd'hui le point noir du chômage en Bretagne !

La droite essaie donc de préserver ses clientèles. Quant aux élus de gauche, beaucoup plus présents sur le terrain, leur attitude n'est pas très différente. Les comités d'usagers n'ont pas de raison de les refuser s'ils viennent pour renforcer leurs revendications et leur lutte. Mais les incidents qui viennent de se produire à Plouaret prouvent qu'ils ne sont pas là seulement pour soutenir. Voici l'affaire. Le PCF (qui a, par ailleurs, organisé à Guingamp ses propres arrêts de train à lui) est, dimanche, venu avec ses propres pancartes dont l'une : *« Non au marché commun du transport »*

Les élections européennes sont dans trois semaines ! Voyant cet écriteau, le PS et l'UDB (Union démocratique bretonne), quittent la manifestation. Après la guerre du train, la guerre des pancartes et des communiqués.

Yannick DAGORN.

BLOC-NOTES

ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES

2 Juin – Corbeil

Maison de quartier de Montconseil ; à 20 h 30 : cinéma : *« Troubles au royaume céleste »*, dessin animé long métrage, inspiré d'un célèbre roman chinois du XIIIe siècle : *« Le Pélerinage vers l'ouest »*.

5 juin au 9 juin – Ste-Geneviève des Bois.

A la maison de la culture : exposition de photos

Mardi 5 et jeudi 7 juin : animation dans des écoles avec film documentaire : le *« Panda »* et un diaporama : *« Les Deux sœurs de la steppe »*.

6 juin – Ste-Geneviève des Bois.

A la MJC, à 20 h 30, dans le cadre du ciné-club : *« Troubles dans le royaume céleste »*.

8 juin – Ste-Geneviève des Bois.

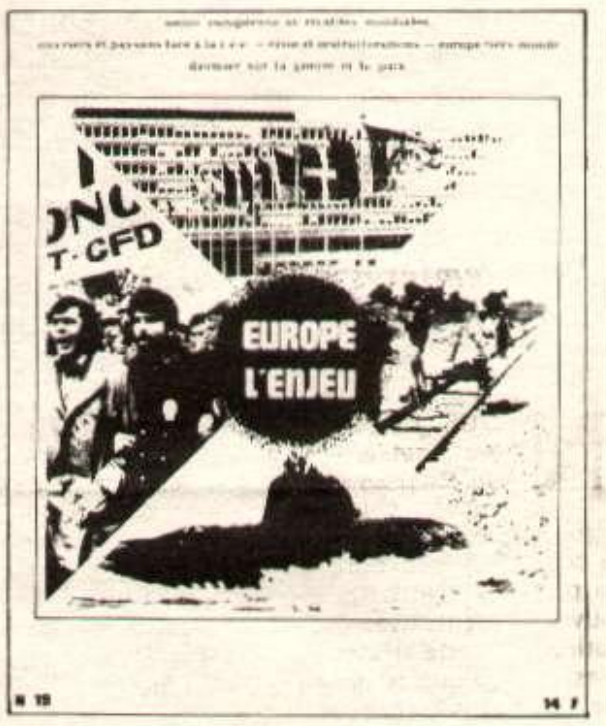
A la MJC, 19 h : buffet chinois, artisanat, livres ; 20 h 30 : cinéma : *« le Village de pêcheurs »* (film de J. Ivens et M. Loridani.

9 juin – Fontenay aux Roses.

Cité du Paradis, de 14 à 19 h : stand du comité local, dans le cadre de la fête du quartier des Blagis.

Le n° 19 de *Prolétariat* disponible

Cent pages pour comprendre l'Europe



Abonnez-vous 1 an : 52F
Soutien : 80F

Prolétariat BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP 2130 89 H Marseille.

Notez notre nouvelle adresse

L'Humanité Rouge BP 201 75926 Paris Cedex 19

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

Retourner ce bulletin à l'*Humanité rouge*, boite postale 201 – 75926 Parix cedex 19

NOM. . . . . Prénom. . . . . .
Profession . . . . . .
Adresse complète . . . . . .

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : B.P. 201 – 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drulane
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2eme trimestre 1979

MAIRIE DE RENNES : 2 ANS DE GAUCHE (4)

Municipalité : un allié contre le chômage ?

Deux mille chômeurs de plus à Rennes en un an ! Le nombre des licenciements, le nombre de jeunes qui restent sans emploi ne cesse de croître (Voir encadré). Le fait que la municipalité soit de gauche depuis mars 1977 ne change rien à cette inexorable montée de chômage. Plutôt que de jeter toutes ses forces dans la lutte pour l'emploi, plutôt que de se placer résolument aux côtés des travailleurs contre les licenciements, la municipalité de gauche se perd dans des manœuvres de couloir, des tables rondes avec le préfet et les patrons et des dossiers qui n'aboutissent à rien.

LA SPLI a licencié massivement en juillet 1978. Malgré sa volonté d'empêcher au moins en parole les licenciements, malgré les démarches entreprises par Hervé auprès des pouvoirs publics et sa tentative de créer un comité de maires des villes concernées ailleurs en Bretagne, il n'a rien pu empêcher. Après avoir proclamé au début sa volonté de *« préserver l'emploi à tout prix »*, la municipalité a fini par se contenter d'une solution « partielle » qui a montré le vide des discours. L'emploi à la SPLI a été bradé et la municipalité a laissé faire. Certains militants ou responsables du PS ont même désapprouvé publiquement ce lâchage comme d'ailleurs certain dirigeant de l'union locale CFDT qui ne se gênait pas pour proclamer que la municipalité faisait *« connerie sur connerie »*.

Et ça continue ...

La CGCT s'apprête à tenter la même opération « douloureuse » et prévoit de déménager son usine et de laisser sur le carreau les ouvrières et les ouvriers qui y travaillent encore. A part leur prêter un car, qu'a fait la municipalité ?

Se met-elle réellement à la disposition des travailleurs pour la défense de ce qu'ils ont de plus précieux et de ce qui est le plus menacé aujourd'hui : leur emploi ? A l'évidence, non.

Rennes, Guingamp, Morlaix, Brest : autant de villes où l'emploi est menacé dans la téléphonie, autant de villes aussi où la gauche tient la muncipalité. A part parader en écharpe en tête des cortèges, qu'ont-ils fait ? A notre connaissance, dans aucune ville ils n'ont mis tout leur poids dans la balance. *« Avec eux, tout se passe dans les couloirs. On a l'impression d'être tenu à l'écart »* m'a confié un permanent syndical qui sait fort bien de quoi il en retourne.

Absente sur le terrain de la lutte, la municipalité tente de s'inviter dans les hautes sphères des décisions capitalistes. C'est tout le sens du « Comité permanent pour le développement de l'électronique ». La Chambre de commerce et d'industrie y siège ainsi que l'université — mais pas les travailleurs ni les syndicats !

Photo HR

Rennes : la CGCT.
Les licenciements sont pour la municipalité « des sujets d'inquiétude ». Mais ils ne peuvent rien y changer. «Les élus sont placés devant le fait accompli ».

Inquiets mais pas combatifs

Avec de telles politesses, quel pouvoir peut avoir la municipalité face aux diktats des capitalistes et de l'Etat ? Il ne reste qu'à regretter de n'être pas pris en considération : *« Avec l'ancien préfet, ça ne se serait pas passé comme ça »* déclare Hervé, constatant qu'on ne l'avait pas invité à une importante réunion avec un patron. Toute sa situation est résumée dans cette jérémiade !

Les licenciements sont pour la municipalité ce qu'ils appellent des *« sujets d'inquiétude »*. C'est inquiétant, oui... mais ils ne peuvent rien y changer ! *« Les élus sont placés devant le fait accompli »*. Autour du tapis vert, que pourront-ils demain quand Citroën décidera de licencier (c'est déjà commencé pour les intérimaires). Et quand Collet, le plus gros client de l'abattoir municipal, décide de construire son propre abattoir, que leur reste-t-il d'autre à faire pour Hervé et Normand que d'aller pleurer dans les jupons du ministre Méhaignerie, qui lui a accordé l'autorisation.

Hors d'un solide rapport de force, toute concertation avec « les pouvoirs » n'est qu'illusion et brassage de vent ! Les travailleurs le savent, d'ailleurs : les tapis verts municipalité-patrons ne changent rien et seule l'unité des travailleurs, déterminés à ne pas se laisser faire, peut empêcher les licenciements !

Yannick DAGORN

Rennes et son pays

Le chômage ne cesse de croître

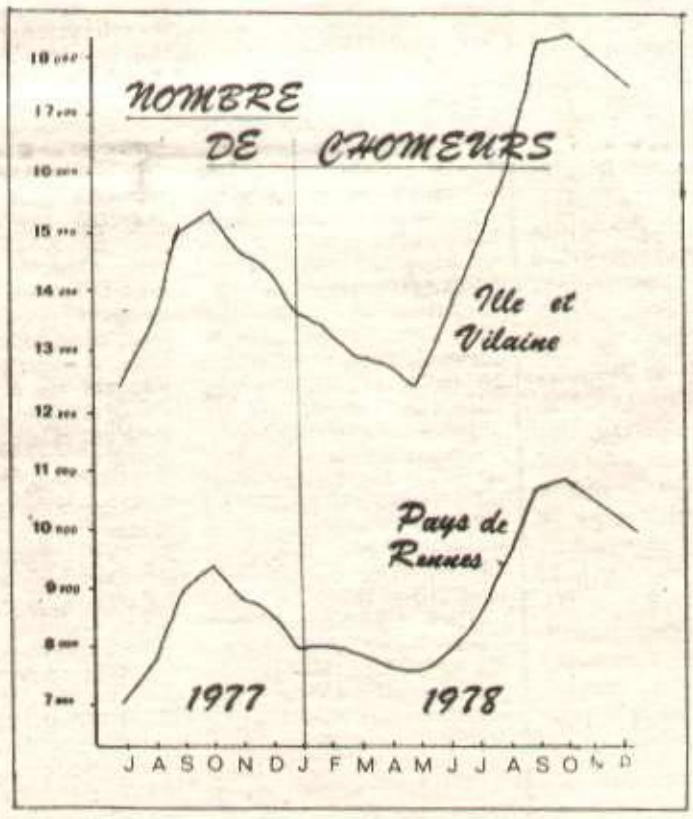
A LA fin de décembre 1978, le nombre des inscrits dans les trois ANPE de Rennes s'élevait à 10 132. A la même époque, les offres d'emplois s'élevaient à ...210. Il est impossible de connaître le nombre de chômeurs pour la ville de Rennes elle-même : les trois ANPE couvrent une zone plus étendue, le pays de Rennes en fait. Notons cependant que le pourcentage de chômage est inférieur à celui des autres pays d'Ille-et-Vilaine : fin octobre 1978, en effet, les chômeurs représentent 7,7 % de la population salariée (6 % de la population active) alors qu'à Redon on atteint 13,3 % et à Fougères 10 %. La proportion de chômeurs relativement faible à Rennes s'explique par le nombre élevé d'emplois administratifs. 70 % de la population active travaille dans le tertiaire.

Sur cent chômeurs, on recense soixante-deux femmes. Près d'une demande sur quatre concerne des emplois administratifs et 13 % le secteur commerce et distribution. Chez les hommes, c'est l'emploi dans le bâtiment qui est le plus touché : 21 % des demandes d'emplois concernent ce secteur.

Chez les femmes, 34 % des demandes sont des demandes d'emplois administratifs, 17 % concernent le commerce et 14 % le secteur entretien et services domestiques.

La demande d'emplois qualifiés représente 58,5 % du total. Un chômeur sur deux a moins de 25 ans (57 % pour les femmes et 39 % pour les hommes). On assiste à un très net rajeunissement des chômeurs : parmi les jeunes de moins de 25 ans, 30 % sont à la recherche de leur premier emploi (sans compter les jeunes chômeurs non-inscrits).

Notre propos n'est évidemment pas de rendre la municipalité de gauche responsable de l'accroissement du nombre des chômeurs. On peut tout au moins constater qu'elle n'a en rien pu empêcher la montée de la courbe du chômage. Il y avait 10 461 chômeurs à Rennes en décembre 1977 : il y en a 12 362 à la même époque l'année suivante (décembre 1978). Deux mille chômeurs en plus !



PC-PS : comment ça fonctionne

A L'HEURE où les états-majors du Parti socialiste et du Parti communiste se canardent par-dessus la dépouille encore fumante de Programme commun, il n'est pas inutile de jeter un œil sur leurs rapports à l'intérieur d'une municipalité.

Le PS est largement dominant et se met partout en vue. Outre le poste de maire, il détient aussi celui de premier adjoint, échu à Phliponneau, qui est aussi « Big chief » au niveau du district. Le PS détient aussi les postes d'adjoints aux finances, aux affaires sociales, à l'information et à l'animation culturelle, poste éminemment politiques et publicitaires.

Le PCF, quant à lui, s'est contenté de postes plus obscurs et en apparence plus techniques. Il s'est chargé de postes à gros budgets et où il est surtout possible de se faire une clientèle. Pensons à Christian Benoist, adjoint aux transports et à la circulation, à Serge Huber, adjoint aux travaux, à Josette Bléas et à Jacques Rolland, respectivement adjoints à l'enfance et à l'hygiène.

Dans ces postes techniques, le PCF pourra toujours accuser le PS de « bloquer », de « retarder » les réalisations que lui serait prêt à entreprendre. Le PC est en situation de dire : « Ce n'est pas nous, c'est eux qui décident ». La dénonciation reste cependant très feutrée, et se fait plus par insinuations que de façon franche et publique.

Tel conseiller municipal PCF que j'ai rencontré dénigre en douce le PS : *« Avec eux, rien n'est clair »* ou *« Si ça ne tenait qu'à nous, il y aurait longtemps que ce serait fait »*.

Il s'est cependant refusé à entrer dans les détails.

Lors des votes, le PCF ne s'abstient que rarement, et ne vote jamais contre. En somme, le PCF « joue le jeu » et s'en tient à une assez stricte « solidarité gouvernementale ». Il préfère dénoncer le « virage à droite » de façon « générale » — ou en prenant des exemples dans d'autres villes. A Saint-Malo en particulier, où le socialiste Louis Chopier s'est payé le luxe de prendre la mairie en se passant du soutien du PCF.